



GMBA Seleco
WALTER ALLINIAL

membre indépendant de Walter France et d'Allinial Global International

- > Conseil
- > Audit
- > Expertise comptable, fiscale et sociale

IRCAM

1, Place Igor Stravinsky
75004 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023

5, rue Lespagnol - 75020 PARIS
Tél. : 33 (0)1 44 93 10 30 - Fax : 33 (0)1 44 93 10 39
E-mail : paris20@gmba.fr
Site internet : www.gmba-allinial.com

SARL au capital de 75 812,90 euros - 612 007 690 RCS PARIS - NAF 6920 Z - N° TVA : FR 01612007690
Inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables de la Région Parisienne
Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris
Membre indépendant de Walter France et d'Allinial Global International



Notre engagement
responsable depuis
2012

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Aux membres de l'Assemblée Générale de l'Association

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 24 mai 2018 nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « Ircam » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'information suivante mentionnée dans l'annexe des comptes annuels :

- Le paragraphe « Avantages et ressources provenant de l'étranger » concernant le changement de méthode relatif à la première application du règlement ANC 2022-04 sur l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués. Nous nous sommes en particulier attachés à apprécier la justification des provisions pour risques et charges.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note de l'annexe « Immobilisations financières » fait état des actions détenues par l'IRCAM. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous nous sommes assurés de la correcte évaluation des immobilisations financières.

La note de l'annexe « Avantages et ressources provenant de l'étranger » présente le tableau des avantages et des ressources provenant de l'étranger. Nos travaux ont consisté à nous assurer du caractère exhaustif des informations fournies et de leur valorisation.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président arrêté le 16 mai 2024 et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 16 mai 2024

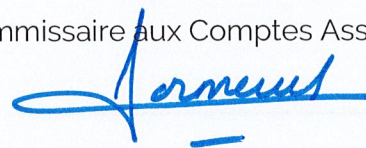
Le Commissaire aux Comptes

Représentée par

GMBA Séléco

Virginie DORMEUIL

Commissaire aux Comptes Associée



COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

- BILAN ACTIF
- BILAN PASSIF
- COMPTE DE RESULTAT
- ANNEXE

COMPTE FINANCIER 2023 - BILAN ACTIF

Actif	31/12/2023			31/12/2022
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Actif Immobilisé				
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	2 673 472	1 272 895	1 400 577	1 070 852
Autres immobilisations financières	1 106 965	0	1 106 965	1 106 965
Total (I)	3 780 437	1 272 895	2 507 542	2 177 817
Actif Circulant				
Stocks	0	0	0	0
Avances et acomptes sur commandes	0	0	0	131 405
Clients et comptes rattachés	2 308 994	0	2 308 994	2 072 964
Autres créances	632 972	0	632 972	466 030
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
Disponibilités	11 229	0	11 229	1 596 113
Charges constatées d'avance	0	0	0	0
Total (II)	2 953 195	0	2 953 195	4 266 513
TOTAL BILAN ACTIF (I à II)	6 733 632	1 272 895	5 460 737	6 444 330

COMPTE FINANCIER 2023 - BILAN PASSIF

Passif	31/12/2023	31/12/2022
	Net	Net
Capitaux Propres		
Réserves facultatives	860 002	840 676
Résultat de l'exercice	-325 446	19 326
Subventions d'investissement	1 014 089	852 194
Total (I)	1 548 645	1 712 196
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour charges	0	72 897
Total (II)	0	72 897
Emprunt et dettes auprès des établissements de crédit (1)	484 899	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	593 433	616 822
Dettes fiscales et sociales (2)	1 931 432	1 450 408
Dettes sur Immobilisations et comptes rattachés	1 046	0
Autres dettes	0	13 574
Produits constatés d'avance	901 282	2 578 432
Total (III)	3 912 092	4 659 237
TOTAL BILAN PASSIF (I à III)	5 460 737	6 444 330

(1) : dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques 484899 0

(2) : dont dette sociale pour congés à payer 878801 740218

COMPTE FINANCIER 2023 - COMPTE DE RESULTAT

	31/12/2023	31/12/2022
	Net	Net
Ventes de prestations de services	1 006 248	1 043 423
Chiffres d'affaires nets	1 006 248	1 043 423
Produits de tiers financeurs (subventions d'exploitation & Mécénat)	10 232 726	9 216 914
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	482 452	411 436
Autres produits	234 801	239 788
Total des produits d'exploitation (I)	11 956 228	10 911 560
Achats de marchandises	149 095	164 509
Autres achats et charges externes	2 570 409	2 128 018
Impôts, taxes et versements assimilés	639 682	479 738
Salaires et traitements	5 604 420	5 153 521
Charges sociales	2 587 005	2 377 826
Dotations aux amortissements sur immobilisations	432 004	375 489
Autres charges	384 535	284 700
Total des charges d'exploitation (II)	12 367 150	10 963 800
1- RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-410 922	-52 240
Produits financiers (III)	9 718	1 045
Charges financières (IV)	632	0
2- RESULTAT FINANCIER (III-IV)	9 086	1 045
3- RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (1+2)	-401 837	-51 195
Produits exceptionnels (V)	72 980	73 932
Charges exceptionnelles (VI)	0	0
4- RESULTAT EXCEPTIONNEL	72 980	73 932
Impôts sur les bénéfices (VII)	-3 411	3 411
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	12 038 926	10 986 537
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	12 364 372	10 967 211
5- EXCEDENT OU DEFICIT	-325 445,62	19 326
Prestations en nature CP	978 700	978 700
TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	978 700	978 700
Mise à disposition gratuite de biens CP	978 700	978 700
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	978 700	978 700

COMPTE FINANCIER 2023 - TABLEAU DE FINANCEMENT

Ière Partie : Variation du fonds de roulement			
Emplois		Ressources	
		Résultat	-325 446
		Dotation aux amortissements & provisions	432 004
		Reprise provision pour charges	-72 897
		Quote-part sur subv. d'investissement	-432 004
Insuffisance d'autofinancement	398 343	Capacité d'autofinancement	
Acquisitions d'immobilisations nettes		Diminutions d'immobilisations nettes	0
- Incorporelles		- Incorporelles	0
- Corporelles	761 729	- Corporelles	0
- Financières		- Financières	0
		Subvention d'investissement	593 899
Total emplois	1 160 072	Total ressources	593 899
Variation du fonds de roulement net global (ressource nette)		Variation du fonds de roulement net global (emploi net)	566 173

IIème Partie : Utilisation de la variation du fonds de roulement			
Besoins		Dégagements	
Variation des dettes fournisseurs	23 389		0
Variation des autres dettes	1 208 655		0
Variation des créances	271 566		0
Total des besoins	1 503 610	Total des dégagements	0
A. Variation du fonds de roulement - Besoin net de fonds de roulement			
	1 503 610		0
Trésorerie			
		Variation soldes créditeurs de banque	484 899
		Variation disponibilités	1 584 885
B. Variation nette de trésorerie			2 069 783
Variation du fonds de roulement net global (Emploi net A+B)	0	Variation du fonds de roulement net global (Ressource nette)	566 173

COMPTE FINANCIER 2023 – ANNEXES REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan de l'exercice d'une durée de **12 mois**, de la période du **1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023**, dont le total est de **5.460.737 €** et le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de **325.445,62 €**, ont été établis selon les dispositions du Code de Commerce, du Plan Comptable Général, du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 portant règlement comptable des associations, des autres règlements du Comité de la Réglementation Comptable et des textes pris pour leur application.

Association de droit privé au sein du périmètre du Centre Pompidou, la gouvernance de l'Ircam, ses règles financières et de gestion sont historiquement calquées sur celles d'un établissement public administratif. Ses comptes sont visés par le contrôleur financier et audités par un commissaire aux comptes.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Informations générales et faits significatifs de l'exercice

L'Ircam est un lieu de **création artistique** diffusée auprès du public, s'appuyant sur la **recherche**, tout en organisant une **transmission** de son savoir-faire. Il a pour mission de susciter une interaction féconde entre recherche scientifique, développement technologique et création musicale contemporaine et ainsi contribuer au renouvellement de l'expression musicale et de sa diffusion tout en partageant ses modèles de connaissance et ses innovations vers un large public. Le développement de liens structurels avec de grandes institutions de recherche et d'enseignement s'incarne au sein de l'Unité Mixte de Recherche avec le CNRS, Sorbonne Université, le ministère de la Culture.

L'année 2023 est une année marquée par le retour de l'exploitation complète de **l'Espace de projection** (salle de représentation de l'Ircam), après plusieurs années de chantier lié à la présence d'amiante.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les mouvements des immobilisations en 2023 se décomposent comme suit :

Désignation	Montant début de l'exercice	Acquisitions de l'exercice	Sorties ou cessions de l'exercice	Montant fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	27 216	0	27 216	0
Matériel audiovisuel	2 733 863	305 401	2 056 120	983 144
Outillage	596 199	63 372	356 208	303 363
Installations et aménagements	537 459	67 713	317 159	288 013
Matériel de bureau et informatique	4 184 118	182 603	3 563 944	802 777
Mobilier	545 356	142 640	391 819	296 177
Immobilisations corporelles	8 596 993	761 730	6 685 250	2 673 472

Le changement de logiciel a permis de traiter la liste des immobilisations et de conserver celles actives. Les autres ont fait l'objet d'une mise au rebut.

COMPTE FINANCIER 2023 – ANNEXES REGLES ET METHODES COMPTABLES

Tant sur le plan comptable que sur le plan fiscal, les amortissements sont calculés, sans considération de la valeur résiduelle, suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'usage :

- Agencements & aménagements des constructions : 7 à 10 ans
- Matériel et outillage : 7 à 10 ans
- Matériel audiovisuel : 5 ans
- Matériel de bureau et matériel informatique : 3 ans
- Mobilier de bureau : 15 ans

Les amortissements pratiqués au cours de l'exercice 2023 se décomposent comme suit :

Désignation	Montant début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminution de l'exercice	Montant fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	27 216	0	27 216	0
Matériel audiovisuel	2 336 802	171 826	2 056 120	452 508
Outillage	496 713	25 110	356 208	165 614
Installations et aménagements	391 239	990	317 159	75 070
Matériel de bureau et informatique	3 818 936	217 037	3 563 944	472 029
Mobilier	482 453	17 041	391 820	107 673
Immobilisations corporelles	7 526 142	432 004	6 685 251	1 272 895

Immobilisations financières

Les participations sont évaluées à leur coûts d'achat hors frais accessoires.

L'Ircam a créé une filiale de commercialisation Ircam Amplify SAS le 24 juin 2019.

Une augmentation de capital a eu lieu le 15 mai 2023. L'Ircam n'est pas en mesure de participer à un tel apport en capital avec le financement de son activité habituelle. La valorisation retenue de 12,8 M€ permet à l'Ircam de rester l'actionnaire majoritaire. A la date de clôture de cette société, la répartition du capital est la suivante :

- IRCAM 220.273 actions, soit 51,22 % du capital et des droits de vote
- CDC 137.401 actions, soit 31,95 % du capital et des droits de vote
- BELIEVE 40.106 actions, soit 9,33 % du capital et des droits de vote
- E.T.R.E. 8.601 actions, soit 2,00 % du capital et des droits de vote
- POST'ADVISOR 1.989 actions, soit 0,46 % du capital et des droits de vote
- NUMERIC PIPELINE 19.732 actions, soit 4,59 % du capital et des droits de vote
- Dirigeant et salariés 1.926 actions, soit 0,45 % du capital et des droits de vote

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'achat, une dépréciation est constituée du montant de la différence

Valeurs mobilières de placement, compte en devises, disponibilités

La trésorerie présente un besoin de financement ponctuel.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Elles sont principalement à échéance à moins d'un an à l'exception des créances nées de financements sur projets (ANR ou européens) dont la maturité peut être plus longue.

Fonds propres

Les fonds propres de l'association d'un montant de **1.548.645 €** sont constitués de :

- (325.446 €) du résultat de l'exercice ;
- 860.002 € de la réserve facultative ;
- 1.014.089 € de la subvention d'investissement.

COMPTE FINANCIER 2023 – ANNEXES

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les subventions affectées à l'investissement sont rapportées au compte de résultat en fonction de la durée d'amortissement des immobilisations concernées. En 2023, **432.004 €** ont été rapportés au compte de résultat au titre de l'amortissement. Un montant de **593.899 €** de subvention a été obtenu et affecté en 2023 au financement des investissements.

Provisions pour risques et charges

Les mouvements des provisions pour risques et charges en 2023 se décomposent comme suit :

Désignation	Montant début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminution de l'exercice	Montant fin de l'exercice
Provision pour risques et charges	72 897	0	72 897	0

La provision pour charges figurant au bilan s'est éteinte. Elle représentait des engagements de l'institut de travaux de maintenance à réaliser sur les différents contrats apportés à la filiale, obligations générant une sortie de ressources.

Dettes fiscales et sociales : provision pour congés à payer

Le montant de la dette pour congés à payer au 31/12/2023 s'élève à **878.801 €** charges comprises.

Subventions

Les subventions de fonctionnement sont comptabilisées dans les comptes de la période concernée ; le cas échéant, la quote-part des subventions à recevoir ou perçues d'avance est constatée en fin d'exercice.

Les financements issus des succès aux appels à projets émis en France par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) ainsi que ceux émis par la commission européenne sont comptabilisés comme des subventions.

Informations relatives aux contributions volontaires en nature

L'association a bénéficié de contributions volontaires en nature de la part du Centre Pompidou. Elles sont valorisées à un montant de **978.700 €** en vertu d'une convention liant le Centre Pompidou et l'Ircam datée de 2001 et correspondent à :

- la mise à disposition de locaux ;
- les fluides (électricité, eau, chauffage) ;
- la sécurité et le ménage.

L'association ne bénéficie d'aucune autre contribution volontaire.

Avantages et ressources provenant de l'étranger

À la suite de la modification du règlement ANC 2018-06 par le règlement ANC n°2022-04, le tableau sur l'état séparé des avantages et ressources en provenance de l'étranger est présenté ci-dessous.

État du contributeur	Montant inscrit dans l'exercice
Union Européenne	1 721 497

COMPTE FINANCIER 2023 – ANNEXES REGLES ET METHODES COMPTABLES

Situation fiscale

L'association est assujettie aux **impôts commerciaux** pour son activité.

En matière de TVA, l'Ircam a la double qualité « **d'assujetti complet** » et de « **redevable partiel** ». **Assujetti complet** à la TVA, l'Ircam, dans le cadre de ses missions, exerce exclusivement des activités qui entrent dans le champ d'application de la TVA.

Redevable partiel à la TVA, l'Ircam réalise à la fois des opérations taxables donnant lieu à collecte de TVA sur les recettes concernées mais aussi des opérations exonérées ne donnant pas lieu à collecte de TVA sur les recettes.

La double qualité induit, en ce qui concerne les dépenses, **soit la déduction intégrale de la TVA pour les activités assujetties**, soit une **absence de déductibilité pour les activités exonérées**, soit l'utilisation d'un « **prorata de déduction** » pour les dépenses mixtes.

L'Ircam a fait l'objet d'un contrôle fiscal en 2023 contestant cette double qualité, considérant que l'Ircam est un « **assujetti partiel** » et un « **redevable complet** ». La notification est en cours de contestation et devrait aboutir en 2024.

L'Ircam a mis en place une sectorisation de son activité au regard de la TVA qui se présente comme suit :

- Les **opérations de la R&D sont considérées comme taxables**, elles s'inscrivent en effet dans une perspective de diffusion. L'objet de l'Ircam comprend la mission « d'assurer la diffusion du résultat de ses recherches ». Les résultats des recherches donnent lieu à exploitation en interne par le pôle artistique propre, dans le cadre de contrats de licence, soit en direct via le Forum.
- Les **opérations de création sont considérées comme taxables** comme toutes les activités de spectacle vivant. Elles s'inscrivent dans une perspective de diffusion et de cession.
- Les **opérations de formation, bien que dans le champ d'application de la TVA, sont exonérées**, l'Ircam étant un organisme de formation « reconnu » qui dispense des formations dans le cadre des textes applicables.
- Les **opérations des activités communes sont déduites au « prorata de déduction »** à savoir les services généraux, les ressources humaines, le service financier, la direction générale et les investissements. Ce prorata est constitué par le rapport entre les recettes soumises à la TVA et les recettes totales dans le champ de la TVA et fait l'objet d'un calcul annuel.

Le contrôle fiscal a rectifié la sectorisation de l'activité au regard de la **taxe sur les salaires** qui a été acceptée qui représente une charge de 201.456 € depuis le 1^{er} janvier 2020.

Résultat de l'exercice

Le résultat global de l'exercice présente un déficit de **-325.446 €**.

Indemnités de fin de carrière

Les indemnités de fin de carrière à devoir au personnel ne donnent lieu à aucune comptabilisation dans les comptes de l'association et sont données à titre d'information.

Les indemnités de fin de carrière à devoir au personnel s'élèvent à **246.585 € charges sociales comprises**. L'indemnité de départ à la retraite à l'initiative du salarié correspond à l'indemnité prévue par le code du travail (0,5 mois après 10 ans d'ancienneté, 1 mois après 15 ans, 1,5 mois après 20 ans et 2 mois après 30 ans). Les tables de mortalité TH00-02 et TF00-02 ont été utilisées pour respectivement les hommes et les femmes. La probabilité de présence a été déterminée en fonction du turnover constaté durant les dernières années qui s'élève à 5 % de l'effectif. Par hypothèse, le coefficient de revalorisation a été considéré égal au coefficient de revalorisation des salaires.

Rémunérations des cadres dirigeants

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, il est précisé que les rémunérations accordées au cours de l'exercice aux trois plus hauts cadres dirigeants salariés s'élèvent à 365.967 euros.

COMPTE FINANCIER 2023 – ANNEXES REGLES ET METHODES COMPTABLES

Honoraires de commissaire aux comptes

Dans le cadre de l'article R.123-198, alinéa 9 du Code de Commerce, il est précisé que le montant des honoraires du commissaire aux comptes comptabilisé au compte de résultat pour 19.920 €, se répartit de la manière suivante :

Honoraires au titre du contrôle légal des comptes :	17.500 €
Honoraires au titre des services autres que la certification :	1.360 €

Autres informations

L'Ircam a employé **104 personnes (ETP)** durant l'exercice 2023. En incluant les doctorants, stagiaires, chercheurs invités, salariés détachés, la communauté de travail s'élève à **162 personnes (ETP)**.

Faits caractéristiques

Aucun autre fait caractéristique n'est à signaler au titre de cet exercice.